

Novembre 1916

# **Circulaire de la Minorité**

**DU**

# **Parti Socialiste**

**(Section Française de l'Internationale)**

**Aux Fédérations**





## LA MINORITÉ DU PARTI SOCIALISTE AUX FÉDÉRATIONS

CAMARADES,

La minorité qui s'est prononcée aux deux derniers Conseils nationaux n'a pas d'autre moyen de s'adresser aux membres du Parti que de les saisir par cette circulaire ; elle ne peut pas autrement défendre ses opinions qui sont, par ailleurs, systématiquement laissées dans l'ombre ou déformées. L'*Humanité* nous ferme ses colonnes ; la majorité nous refuse notre part de représentation dans la délégation permanente ; la censure traque nos journaux et s'acharne particulièrement contre notre revue, le *Populaire*, cependant que nos adversaires politiques sont laissés libres de nous injurier.

Voilà qu'est convoqué pour les 24 à 28 décembre prochains, le Congrès du Parti, le second depuis la déclaration de guerre. Sections et fédérations vont avoir à discuter son ordre du jour. La propagande qui a été faite contre nous, dans le Parti même par les journaux et par les orateurs de la majorité, nous oblige à nous expliquer nettement, complètement, devant nos camarades, devant la classe ouvrière, devant ceux qui sont encore à l'usine et aux champs. Ce document, qui est réservé aux organisations socialistes et ouvrières, restera par surcroît une référence pour ceux des nôtres qui auront eu le bonheur d'échapper aux périls des champs de bataille.

## NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD AVEC LA MAJORITÉ

### 1° *Sur les responsabilités de la guerre.*

Il nous est impossible de suivre sans réserves ceux qui proclament l'*unique* responsabilité des empires centraux dans la guerre.

Certes, nul plus que nous, comme d'ailleurs tout le socialisme l'a toujours fait, n'accuse, aujourd'hui comme hier, le militarisme allemand, brutal, orgueilleux, ivre de la force qu'il devait à sa laborieuse organisation. Nous avons toujours affirmé que, dans les jours de crise et d'angoisse qui ont précédé les premières déclarations de guerre, les empires centraux, proies de leurs chauvins militaires et pangermanistes, ont, tant par des actes de volonté agressive que par de sournoises ruses diplomatiques, révélé leur volonté d'aboutir à la guerre. Ils pensaient que les circonstances militaires ne leur seraient jamais aussi favorables. L'attentat de Serajevo leur fournit le prétexte de l'ultimatum à la Serbie, odieux, inacceptable dans l'intégralité de ses conditions, accepté pourtant à peu près complètement par la Serbie. La mobilisation russe leur fournit le prétexte de refuser les propositions d'arbitrage ou de médiation. Ils ont spéculé sur ces prétextes. Théoriciens de la « guerre préventive », ils se jugeaient prêts pour des victoires foudroyantes. Ils ont retiré la parole aux diplomates pour la donner aux canons.

Voilà qui est entendu et que nous avons toujours dit.

Mais est-ce une raison pour juger de ces événe-

ments comme si l'histoire de l'Europe et du monde avait commencé vers le 25 juillet 1914, voire même un mois plus tôt, par l'attentat de Serajevo ?

Au mois de février 1915, les socialistes des pays alliés se sont réunis à Londres. Parmi les délégués français, ont siégé les citoyens Marcel Sembat, Renaudel, Cachin, Bracke, notamment. Il faut donc leur rappeler, à eux aussi, que la conférence établit une déclaration qui dénonçait « **les causes générales et profondes du conflit européen, produit monstrueux des antagonismes qui déchirent la société capitaliste et d'une politique de colonialisme et d'impérialisme agressifs que le socialisme n'a cessé de combattre et dans laquelle tous les gouvernements ont une part de responsabilité** ».

Quand les majoritaires, avec l'unanimité de la conférence, s'exprimaient ainsi, c'est qu'ils se souvenaient encore de la politique que le Parti avait suivie et qui avait été exprimée à la tribune de la Chambre et dans notre presse par Jaurès ; à la tribune de nos Congrès par Jaurès et de Pressensé ; c'est qu'ils se rappelaient les discours répétés de Jaurès à propos du Maroc et leurs avertissements prophétiques, ses articles aux moments où M. Poincaré prit possession de l'Elysée et où il envoya M. Delcassé représenter la France à Saint-Petersbourg ; c'est qu'ils se rappelaient par exemple le discours de Pressensé au Congrès de Brest, discours dont Lucien Roland et Bracke demandèrent l'impression en brochure ; c'est que retentissaient sans doute encore en eux les cris des foules chauvines qui suivaient les retraites militaires de M. Millerand et acclamaient l'élection de M. Poincaré ; c'est qu'était encore tout récent

l'effort que nous avons développé tous ensemble pour enrayer la propagande chauvine qui, à propos du vote de la loi de trois ans — « loi criminelle », disait Vaillant — avait tenté de déterminer chez nous un courant guerrier et d'exciter la politique de revanche.

Nous n'aurions cependant pas mieux demandé que de ne pas parler des responsabilités. Mais *on nous y a obligés par l'oubli de la politique traditionnelle du Parti. Et nous répétons aujourd'hui ce qui fut proclamé à la Conférence de Londres, avec le plein assentiment des représentants du Parti au Gouvernement.*

## 2° *Sur la campagne de haines.*

Nous avons souffert des outrances de langage et de plume de certains camarades, un peu apaisés aujourd'hui. Ils parlaient et écrivaient comme les nationalistes. Ils excitaient à la haine des races, des nations. Comment osaient-ils ensuite parler de « paix durable », après avoir risqué d'allumer d'inexpiables colères susceptibles de ne plus jamais permettre à la paix de durer ?

*Mais surtout sont-ils pour qu'un jour, même après la guerre, les travailleurs se retrouvent dans l'Internationale, aujourd'hui disloquée ?*

Les bourgeois, eux, entendent tout faire pour empêcher ce jour de luire. Avec quelle richesse de mots ils font le procès de ces social-démocrates qu'ils nous offraient en exemple avant la guerre comme des patriotes indéfectibles, mais qui sont honnis d'avoir, eux aussi, pris les armes pendant la guerre ? Admirez la pitié que les bourgeois nous témoignent d'avoir été « trahis » par les social-

démocrates, comme si, toujours, dans tous les Congrès internationaux, la social-démocratie n'avait pas proclamé, que les prolétaires ne pourraient rien contre la guerre déchaînée, que la subir, hélas ! mais tâcher d'en abrégier la durée. *Le vieux Liebknecht*, père admirable d'un fils héroïque, avait dit même: « Contre la Russie, je prends mon fusil. » Et *Guesde*, au congrès du 13 juillet 1914 disait que ce serait « un crime contre l'Allemagne socialiste que de la désarmer devant la Russie tsariste »

Mais la pitié des bourgeois français pour notre prétendue crédulité et leur colère contre la social-démocratie ne sont que calculs pour couper à jamais en deux l'organisation des prolétaires. Au fond, la *démocratie et le socialisme de partout inquiètent nos maîtres*, tandis que la réaction de partout les rassure.

Mais en faisant chorus avec eux, en accablant avec eux les social-démocrates, les majoritaires font le jeu des réacteurs français et leur forgent les arguments avec quoi, dans l'avenir, on déshonorerait toute propagande socialiste.

Et enfin si l'indignité des social-démocrates est si grande, si leur « crime » a été si résolu, alors que l'on ne nous dise plus : « Pas d'Internationale maintenant, mais plus tard », car il n'y a pas de prescription qui efface une pareille indignité et absorbe un pareil crime.

En réalité, les majoritaires ne veulent pas de la réunion de l'Internationale ouvrière parce que les bourgeois du gouvernement n'en veulent pas et que cette réunion obligerait nos ministres à quitter le gouvernement.

3° *Sur la participation ministérielle.*

Encore, si la participation ministérielle de Guesde et de Sembat avait été si évidemment précieuse à la fois pour les prolétaires, pour la République et pour la France dont la cause est commune !

Fin d'août 1914, les députés et les membres de la C. A. P. présents à Paris ont consenti à leur entrée au gouvernement : 1° pour que le Parti prenne toute sa part dans l'épreuve nationale qui menaçait d'être accablante à bref délai ; 2° pour que les nôtres soient l'âme de la lutte et contre l'envahisseur et contre certaines défaillances singulières ; 3° pour que la vérité soit dite au pays.

Certes ils ont contribué fortement, avec nous tous, à obliger de défendre Paris, ce qui a été l'occasion de la victoire de la Marne. Mais nous leur avions dit aussi qu'il fallait que le Parlement, alors en simple congé, fût réuni contre l'ennemi. Or, non seulement ils consentirent à l'exode à Bordeaux, mais au décret de clôture du Parlement. A peine ministres, ils commettaient cette faute contre leurs engagements, contre la République et la France !

Ont-ils fait enfin que la vérité soit dite toujours et loyalement au pays ?

Personne n'oserait le soutenir.

Bien au contraire, ils ont laissé organiser le mensonge systématique par un odieux régime de presse.

On a égaré systématiquement l'opinion sur notre véritable situation militaire et diplomatique.

Par contre, malheur à qui se risquait à dire la plus anodine vérité !

En Angleterre, en Italie, en Russie même, une certaine liberté a été laissée à tous les journaux.

En France, la presse royaliste, cléricale, a, seule, toute licence pour vomir injures et calomnies sur les socialistes, sur le Parlement, sur la République. On peut imprimer dans les *Croix* que Jaurès pactisa avec l'ennemi, que les socialistes qui n'acceptent pas les thèses de la Ligue des patriotes sont des agents de l'Allemagne, des Boches de l'intérieur ; les journaux socialistes, ou simplement républicains, n'ont pas le droit de répondre à ce débordement d'outrages et de rappeler les campagnes de la presse nationaliste pour la guerre et la glorification du massacre par des écrivains réactionnaires.

Cette attitude significative à l'égard des journaux de droite et de gauche s'est accompagnée de capitulations sans nombre devant les cléricaux. Au mépris de la loi, des aumôniers, touchant la solde de capitaine, ont été envoyés dans toutes les formations militaires par une œuvre cléricale, qui fonctionne en marge du Ministère de la guerre ; et, au lieu de s'y borner, ce que nous accepterions, à assurer les secours de la religion à ceux qui les désirent, ils se livrent avec la complicité du gouvernement, avec le concours des chefs, à une propagande de réaction dont le cléralisme attend les meilleurs effets après la guerre.

Depuis deux ans aussi, au mépris de la loi, on tient à l'abri dans les hôpitaux des milliers de prêtres jeunes, bien portants et célibataires, pendant que les pères de famille quadragénaires souffrent et meurent dans les tranchées. Et maintenant que, malgré les résistances sourdes ou ouvertes, cette question va pouvoir être soumise à la Chambre,

des mesures sont prises par le Ministre de la guerre pour que, quoi que la Chambre décide, ces prêtres restent à l'abri et puissent continuer à importuner nos blessés et à organiser des manifestations contre les républicains.

Même complaisance envers les cléricaux, même capitulation du gouvernement dans la question de l'enseignement. La guerre a créé à l'école une situation difficile que chacun connaît. Un grand nombre d'écoles laïques ont été abusivement réquisitionnées à l'exclusion souvent des écoles privées. La Commission de l'enseignement avait réclamé le renvoi de tous les instituteurs R. A. T. du service auxiliaire. Le Ministre de la guerre n'accorde que le renvoi des auxiliaires de la classe 1891; mais il étend cette mesure aux instituteurs de l'enseignement privé. Ainsi on prive l'enseignement laïque des maîtres de la classe 1892 qu'on pourrait lui rendre et l'on apporte à l'école cléricale un appui que la République ne lui doit pas et dont elle est appelée à faire les frais.

Maintenant si nous sommes unanimes à rendre hommage au bel effort d'Albert Thomas, aux résultats qu'il a obtenus (tout en faisant des réserves expresses sur les conditions de travail dans les usines de guerre, sur l'absence très fréquente d'hygiène et de sécurité pour les hommes comme pour les femmes, sur les bénéfices inouïs que réalisent les patrons par une exploitation abominable), nous ne pouvons pas oublier toutes les résistances qu'il a rencontrées et que l'inertie gouvernementale s'est refusé à briser. Pas plus que nous n'oublions que c'est par le gouvernement *tout entier responsable*, que la loi Dalbiez est restée

inappliquée, ainsi que des orateurs socialistes l'ont démontré ces temps derniers.

Nous passons sur les résistances que le Gouvernement a toujours opposées : 1° à la pratique normale du Comité secret ; 2° au principe du *contrôle parlementaire* SANS RESERVE AUX armées ; 3° à l'action vigoureuse contre le scandale des gros bénéfices dans les industries de guerre, conditions formelles que le groupe socialiste au Parlement avait, lors de la dernière crise ministérielle, mises à la continuation de la participation au pouvoir de certains de ses membres.

La place nous fait défaut pour dire aujourd'hui combien nous avons souffert chaque jour davantage de la présence de Guesde et Sembat au gouvernement. Non seulement, ils seront dans l'avenir bien en peine de prouver quels actes décisifs dans l'intérêt de la défense nationale leur sont dus, mais nous pourrons montrer comment ils ont gêné notre action nationale et socialiste ; ils ont été un écran interposé entre le groupe parlementaire et le gouvernement, ou bien d'autres fois, au lieu d'être les délégués du Parti au pouvoir, *ils ont fait fonction de délégués du pouvoir dans le Parti.*

Différents de nous, « nos » ministres, *dédaigneux* de l'unité du Parti plus que de l'unité ministérielle, se séparent de l'ensemble du groupe à toute occasion. L'autre jour encore, quand malgré l'ardente opposition du ministre de la guerre, la Chambre, par 302 voix contre 129, votait la proposition Paul Meunier sur les Conseils de guerre, *Guesde, Sembat et Thomas se séparaient du groupe et, votant avec le gouvernement, votaient avec les droites contre plus de justice pour les soldats. Ils avaient agi de même à*

propos des *cours martiales*, lors de la discussion des loyers, etc., etc.

On peut soutenir que ces votes sont le résultat inévitable du principe de la « Solidarité ministérielle » ; mais alors ce serait un argument de plus contre la participation de notre Parti à un Gouvernement où il ne lui est pas possible de sauvegarder, pour ses représentants, leur caractère d'élus socialistes.

*Plus disciplinés que nos ministres*, c'est encore devant le Parti que nous portons le différend entre les majoritaires et nous. Unitaires passionnément, ayant toujours tout donné pour l'unité du Parti, nous désirons n'agir que par le Parti. Au surplus — et seuls les gens de mauvaise foi en doutent — nous pensons toujours à la France, si éprouvée dans les profondeurs de sa vie, et nous avons encore la crainte, présentement, que même une division dans le Parti lui soit préjudiciable.

Cependant, fassent les destins de la guerre que nous ne soyons pas obligés de sortir de notre douloureuse réserve ! Nous nous souvenons qu'en notre nom à tous, Hubert Rouger écrivait au Président du Conseil, le 4 ou le 5 décembre 1915 : « Le groupe socialiste ne saurait vous cacher que de la netteté des réponses qui lui seront faites, peut dépendre la continuation de sa participation aux responsabilités gouvernementales. »

*Les minoritaires ne laisseront pas sacrifier toute la France* sans demander pourquoi, ni dire ce qu'ils savent et ce qu'ils veulent.

---

## LA REPRISE DES RAPPORTS

### INTERNATIONAUX

Les minoritaires ne veulent pas non plus que l'Internationale soit *tuée par la guerre* au profit des « socialismes nationaux » et de l'abandon de la lutte de classe.

Que les socialistes ne se laissent pas impressionner par les vitupérations de la presse bourgeoise, accompagnées en sourdine par la presse majoritaire.

— Vous oseriez causer avec un Austro-Allemand pendant la guerre?.. Trahison! hurle la presse bourgeoise.

Or quand, Pie X mort, le conclave se réunit pour élire Benoît XV, les cardinaux français et anglais siégèrent à côté des cardinaux austro-allemands.

Quand leur général étant mort, les Jésuites de toutes les nations se réunirent pour élire un nouveau général, les Jésuites français et anglais siégèrent avec les Jésuites austro-allemands, et ce fut un Polonais *autrichien* qui fut élu.

Quand le général des Bénédictins démissionna à cause de son grand âge, les Bénédictins de toutes les nations se réunirent, *au mois de juillet dernier*, à Fribourg, en Suisse, Français, Anglais, Italiens avec les Austro-Allemands et ce fut un Hollandais notoirement germanophile qui fut élu.

Après les Internationales noires, l'Internationale de l'or:

Il y a quelques mois, quand, en Chine, l'usurpateur Yuan-Chi-Kai fut en difficultés avec les républicains, un consortium de banquiers se forma là-bas pour soutenir Yuan-Chi-Kai. Les banquiers alle-

mands y coopéraient avec des banquiers français et anglais. C'est Moutet qui nous a raconté dans *l'Humanité* cette savoureuse histoire !

Et l'Internationale du négoce ?

Nous lisons dans le *Bulletin* — confidentiel ! — de la *Chambre de commerce de Paris* : « Sollicitée par la *National Association of Manufactory* de New-York de participer à une *conférence internationale du commerce* convoquée pour étudier les méthodes et les moyens qui permettront de *faciliter les transactions internationales interrompues par la guerre* et d'examiner les questions de transport, de crédit et de change qui s'y rattachent, la *Chambre de Commerce* décide d'adhérer à cette réunion et donne mission à M. de Neuflyze, banquier à Paris, de lui rendre compte des résolutions qui y seront prises... »

M. de Neuflyze a rempli sa mission. Il a réglé là-bas les affaires pendantes avec les Germano-Américains abominés et d'authentiques Allemands et il en a fait à la *Chambre de commerce de Paris* un compte rendu... secret naturellement.

Il y a aussi la presse qui hurle à la mort de l'Internationale ! Mais, pardon, n'est-ce pas la même presse qui, entre deux hurlements contre la même Internationale avant la guerre, approuvait contre nous et moyennant finance au tarif fort de publicité, les accords de Krupp et Schneider dans l'Ouzenka et les accords de Schneider et de Thyssen en Normandie ?

Alors, que les réacteurs se taisent, n'est-ce pas ?

Les majoritaires aussi, pour des raisons différentes d'ailleurs.

La première fois qu'un social-démocrate allemand se rencontra avec des socialistes français, ce fut à Berne ; l'Allemand, c'était Bernstein ; les Français, c'étaient Jean Longuet, qui ne s'en cache point, et Renaudel, qui semble l'avoir oublié.

*Nous ne sommes pas, nous, pour une diplomatie secrète socialiste. Nous n'en voulons pas.* La politique socialiste doit mériter le grand jour.

Elle doit aussi rester fidèle à elle-même, c'est-à-dire aux décisions des Congrès internationaux : Stuttgart, Copenhague, Bâle.

C'est Huysmans, secrétaire du Bureau Socialiste International, qui nous a dit que la *réunion du Bureau n'était plus subordonnée qu'à l'acceptation de la section française.*

Grave responsabilité qu'assume ainsi la section française devant les prolétaires du monde entier !

Veut-on que l'Internationale meure ? On le croirait à entendre certains qui osent parler d'une Internationale nouvelle et restreinte à certaines nations.

Nous, nous voulons arracher l'Internationale aux ruines de la guerre, lui redonner vie et force, et nous avons même pour elle cette ambition *que ce soit à elle que les peuples doivent la paix.*

Des sections se sont égarées des voies socialistes ? Alors, que ce soit l'Internationale qui les y ramène.

Des groupements, des hommes ont trahi ? Alors que ce soit l'Internationale qui les condamne.

Et qui, aujourd'hui, oserait prétendre que des divergences irréductibles séparent les socialistes des pays belligérants sur le contenu d'une paix possible ?

Les socialistes neutres d'abord se sont réunis, à

Copenhague et à La Haye. Leurs résolutions ont été publiées. Qui oserait soutenir qu'elles ne pourraient servir de bases à un débat heureux ?

Les socialistes austro-allemands se sont réunis à Vienne ; puis la social-démocratie s'est réunie récemment en « Reichskonferenz », assemblée analogue dans sa forme à notre Conseil national. Qui oserait soutenir que ces deux réunions, dont les résolutions sont connues, ont révélé un tel état d'esprit que le débat ne puisse s'engager utilement devant l'Internationale ?

On nous objecte que ce sont les Sudekum et les Scheidemann qui seraient délégués à la réunion de l'Internationale.

*Comment ! Mais les chefs minoritaires Haase et Kautsky sont délégués de la social-démocratie au Bureau socialiste international. Quelle garantie meilleure contre les défaillants de la social-démocratie, contre les cohortes du revisionnisme impérialiste ?*

*Car c'est les minoritaires allemands qu'il s'agit d'encourager. Ils se plaignent, nous a-t-on dit, et de l'isolement où on les laisse dans l'action si difficile et si périlleuse qu'ils mènent, et même des rebuffades qu'ils essuient, et encore de la manière dont leurs actes sont interprétés parfois, en fonction d'intérêts qui ne sont pas ceux du socialisme international. Quelle solidarité effective aurons-nous montrée avec ceux qui, au prix de sacrifices ignorés encore chez nous, luttent en Allemagne contre l'état de siège, l'absolutisme, le pangermanisme ? Nos silences et notre éloignement les livrent à leurs ennemis — qui sont les nôtres.*

**ET QU'ATTENDONS-NOUS DE LA RÉUNION DE L'INTERNATIONALE ?**

1° *La consécration, par tous les partis socialistes, des principes essentiels d'une paix rapide et durable, déjà acceptés séparément par les socialistes des pays neutres et des pays belligérants dans leurs conférences de Copenhague et de La Haye, de Londres et de Vienne ;*

2° *La solution des questions litigieuses qui séparent encore les socialistes des pays en guerre ;*

3° *La coordination des efforts des socialistes placés dans les deux camps pour l'action à exercer sur leurs Gouvernements respectifs, en vue d'obtenir une Paix ne portant dans ses clauses aucun motif de revanche, aucun germe de guerre nouvelle.*

**Ce sont les travailleurs qui font la guerre de leur personne. C'est le travail qui paiera la guerre partout. Ce sont donc les travailleurs qui ont le plus vif intérêt et aussi le plus haut devoir, sous peine de renoncer à jamais à la Révolution, de trouver la formule de paix internationale que les dirigeants de tous les pays butés sur leur orgueil, manœuvrés par les intérêts formidables que la guerre satisfait, sont incapables de trouver.**

---

### CERTAINS BUTS DE GUERRE

Rien ne démontre que, même en continuant encore la guerre pendant de longues années, on réaliserait les buts idéologiques préconisés par les majoritaires.

Ils nous disent :

1° *Il faut détruire le militarisme prussien. Oui, mais pas seulement celui-ci, camarades! Et le nôtre? Qui le détruira? Et le militarisme russe? Qui le détruira? Et le navalisme anglais? Qui le détruira? Et le militarisme anglais, que la guerre a créé, qui le détruira? Allons-nous édifier nos militarismes colossaux sur les ruines du militarisme prussien? Ou bien, revenant à la saine tradition du socialisme, ne dirons-nous point encore qu'il appartient à chaque peuple de se libérer de son capitalisme et du militarisme qui en est l'expression?*

2° *Il faut que la victoire des alliés crée la République allemande.*

Nous y faisons la même objection que ci-dessus et nous demandons par surcroît si le tsar combat pour ce but, le tsar autocrate, le tsar pendeur de républicains et de socialistes.

3° *Il faut libérer les nationalités opprimées.*

Lesquelles?

La Belgique? La Serbie? Oui. Pour que cette guerre n'ajoute point d'oppressions aux oppressions anciennes.

L'Alsace-Lorraine? Oui. Comme nous précisons plus loin.

La Pologne? Oui, mais intégralement reconstituée et également indépendante de l'Allemagne,

de l'Autriche et de la Russie.

Les Macédoniens? Grecs, Bulgares et Serbes les revendiquent avec une égale âpreté.

Trieste et la Dalmatie? Que les Italiens s'accordent avec les Serbes qui prouvent que, dans ces pays, il y a plus de Slaves que de Latins.

Arrêtons la liste ; ne rappelons que pour mémoire que Gustave Hervé nous propose par surcroît de conquérir la Palestine sur les Turcs pour reconstituer la nation juive, et M. Denys Cochin le Liban pour y réinstaurer la vieille théocratie catholique.

Et c'est ça les buts de guerre. Allons donc ! C'est *prétextes de guerre* qu'il faut dire.

Si les nations opprimées leur étaient si chères, les gouvernements alliés donneraient l'exemple et émanciperaient la Finlande, le Caucase, la Perse, l'Irlande, l'Afrique du Nord, Madagascar, le Tonkin, l'Annam, les Indes, etc.

*En vérité, chaque gouvernement poursuit ou prétend poursuivre l'affranchissement des peuples ou des races que son ennemi opprime, mais aucun d'eux ne songe à libérer ses propres victimes.*

Quelle que soit la couleur de leur peau, les travailleurs de partout ne devront qu'à eux-mêmes leur libération, quels que soient leurs maîtres.

Le socialisme l'a toujours proclamé.

Quels socialistes sont donc ceux qui ont pu l'oublier !



## LES BUTS DE GUERRE DES ALLIÉS

En fait, ce ne sont pas ces buts idéologiques proclamés qui sont ceux des Alliés.

Et ce qui est grave, c'est que les Alliés ne se sont pas mis complètement ni réellement d'accord sur leurs buts, mais que chaque Allié a les siens et espère pouvoir les réaliser par la victoire commune, laissant les autres réaliser les leurs, sans se demander si les buts des autres ont le *même caractère* que les siens.

L'Italie a cette ambition avouée : obtenir le Trentin et Trieste, mais ses nationalistes, non moins voraces que les nôtres, veulent y ajouter la Dalmatie, l'Albanie, l'Asie-Mineure etc.

Le Japon, lui, est, suivant le mot que nous avons entendu dans la bouche de M. Milioukoff, *rassasié* : on lui laisse les mains libres en Chine, au moins pour le moment.

La Serbie, en plus de son indépendance vise à s'annexer les Yougo-Slaves et n'a pas renoncé à s'ouvrir sur l'Adriatique une porte que l'Italie veut lui fermer.

La Russie ? Ah ! la Russie ! A défaut de déclarations catégoriques de ses dirigeants, les majoritaires ont entendu comme nous MM. Milioukoff, leader des Cadets à la Douma, et Vassilieff, membre du Conseil de l'Empire, nous révéler, dans une réunion privée, ses ambitions : l'Arménie annexée ; la Perse sous son contrôle ; Constantinople en sa possession ; les Polognes « sous l'aigle », et non point libres ; l'Autriche-Hongrie démembrée, c'est-à-dire : la Bohême autonome, la Hongrie en royaume autonome, l'Autriche rattachée à l'Allemagne. Étrange

rève : l'Allemagne du kaiser renforcée et la principale ambition pangermaniste réalisée, mais aussi la grande invasion panslaviste accomplie.

L'Angleterre — qui se défend d'ambitions territoriales, mais dont on connaît bien les ambitions commerciales — et la France, dont les buts de guerre sont pour elle-même modestes, si l'on s'en rapporte à des déclarations du Président du Conseil, l'*Angleterre et la France font-elles la guerre pour une plus grande Allemagne et pour la plus grande Russie?* Et, liées à la Russie par le pacte de Londres du 5 septembre 1914, vont-elles et allons-nous faire la guerre jusqu'à ce que ces buts inouïs soient atteints?

S'il faut, *pour que nos départements envahis soient rendus à la vie nationale, attendre que les Russes soient les maîtres à Constantinople*, où l'alors, le Nord et l'Est de la France sont pour longtemps encore aux mains de l'ennemi dans une guerre où le mouvement n'est plus possible qu'en Orient, de l'avis de tout le monde.

— Nous ne sommes pas pressés, disent encore les Russes. Car nous ne serons au plein de notre effort militaire qu'en 1917.

Les Anglais tiennent un langage analogue et leurs armées s'installent chez nous pour un séjour prolongé.

En 1917, que restera-t-il à la France de sang à verser encore? Elle sera exsangue. Elle est si près de l'être !

---

## LA FRANCE SACRIFIÉE

Et là, nous dirons aux majoritaires et à « nos » ministres que nous ne sommes pas d'accord avec eux sur la conduite de la guerre.

Ils ont gouverné plus d'un an dans le ministère Viviani, avec MM. Millerand et Delcassé, ces deux hommes néfastes dont la Chambre a obligé le gouvernement à se séparer.

Ils ont laissé, plus d'un an, le premier abandonner à des militaires incapables le soin de conduire toute la guerre ; perdre le temps le plus précieux, les huit ou dix premiers mois ; couvrir les fautes les plus graves, et notamment ces *retards dans la production du matériel* qui nous ont coûté inutilement un demi-million d'hommes peut-être !

Ils ont laissé le second compromettre dans les Balkans notre cause et permettre de se produire les ambitions russes qui ont contribué à la perdre et à fortifier la position des empires centraux.

Ils ont enfin, « nos ministres » — et nous ne pousserons pas plus avant aujourd'hui nos critiques sur la conduite de la guerre — permis que nos alliés nous laissent supporter le poids principal du formidable conflit, au lieu de leur demander haut et ferme des sacrifices au moins égaux.

Si les sacrifices des principales nations alliées étaient égaux, au **million de morts que compte déjà notre pays**, correspondrait proportionnellement à leur population :

4.700.000	morts	pour	la	Russie	;
1.500.000	.	—	—	l'Angleterre	;
900.000	.	—	—	l'Italie.	

Or, Anglais, Italiens et Russes sont loin d'avoir consenti en mobilisés les sacrifices et éprouvé en morts les pertes de la France.

On nous parle des quatre millions d'Anglais mobilisés ?

Nous ne méconnaissons pas l'importance de l'effort fait par l'Angleterre, mais le colonel Repington écrivait récemment: « Nous pouvons encore mobiliser 3.800.000 hommes. » Qu'attend-on ?

Les Italiens ? Nul ne connaît l'étendue de leur effort militaire, mais tout le monde mesure à quel point il est limité par son objectif même.

Les Russes ? M. Milioukoff nous disait : « Nous allons appeler le douzième million d'hommes. » Seulement l'imprévoyance et l'incapacité tsaristes ont été si grandes, leur organisation a été si défectueuse que ses masses d'hommes n'avaient point les armements nécessaires et n'ont jamais pu intervenir efficacement et au moment voulu.

Nous avons entendu dire : « Si nous n'avions pas eu nos alliés !... » Ne peut-on pas dire bien plus : « Si nos alliés ne nous avaient pas eus !... Si la France n'avait pas consenti d'aussi terribles sacrifices ! Si ses citoyens en armes n'avaient pas déployé un aussi sublime courage ! S'ils ne s'étaient pas sacrifiés pour laisser à leurs alliés le temps d'arriver sur les champs de bataille, c'en serait déjà fait du sort de l'Europe ! Pour ne parler que de la conduite de la guerre, est-il possible de tolérer aussi longtemps que « nos ministres » l'ont toléré que l'unité de front ne soit pas complétée par l'unité de conscription et de sacrifices ?

Qui aime le mieux la France ?

Ceux qui la sacrifient au dernier sang ou ceux qui s'acharnent à la sauver le plus possible du cataclysmes ?

---

### SUR LA PAIX

Nous voulons, nous, que la *France puisse survivre à la guerre*. Nous nous épouvantons que les démographes puissent prévoir que notre pays dans dix ou quinze années sera peuplé d'un tiers d'étrangers, circonstance qui peut ruiner l'action syndicale plus encore que l'action politique socialiste (1). Français autant que quiconque nous voulons arracher la France aux coups de ses ennemis comme aux sacrifices que lui imposent ses alliés.

Et nous disons que l'heure est venue où la France peut, en tout honneur, songer à la paix.

Hé quoi! il n'y aurait que les socialistes minori-

---

(1) Les pertes de la guerre ont porté au maximum, en privant la France de ses éléments humains les plus sains, le danger qu'elle courait déjà et qui était grand si l'on en juge par les chiffres suivants :

De 1850 à 1900 :

La population russe	s'est accrue de	93 0/0.
— allemande	—	59 0/0.
— italienne	—	37 0/0.
— française	—	9 0/0.

Dans la même période l'accroissement annuel a été de

En Allemagne de 800 à 900.000 individus.

En Angleterre — 300 à 350.000 —

En France — 25 à 30.000 (nombreux immigrants compris).

La densité de population est de :

Allemagne 104 habitants par kilomètre carré.

Angleterre 131 — —

Italie 113 — —

France 72 — —

taires qui n'auraient pas le droit de parler de la Paix ?

Vraiment! N'avez-vous pas entendu, ces derniers temps, aux cris de guerre, se mêler ou succéder des propos qui enfin proféraient le « mot séditieux ».

Mais on ne parle que d'ELLE en vérité !

Nous rions de la fureur, déchaînée contre nous, des réactionnaires.

Car leur pape, Benoît XV lui-même. benoîte-

---

Notre natalité est la plus basse et elle est décroissante. Il naissait par an en France :

En 1870 1.000.000 d'individus.

En 1881 937.000 —

En 1910 774.000 —

En 1913 745 000 —

Notre natalité est la plus faible de l'Europe. On compte :

En Prusse 37 naissances par 1.000 habitants.

En Angleterre 33 — —

En Italie 38 — —

En France 19 — —

Nous manquions déjà d'hommes pour l'usine et pour l'armée du temps de paix. Voici, pour 100.000 habitants. le nombre de militaires en France et en Allemagne :

France Allemagne

En 1881 1.403 1.044 pour 100.000 habitants.

En 1900 1.680 1.109 — —

En 1910 1.823 1.118 — —

De 1895 à 1912, il est né :

En France 14 641.000 enfants vivants.

En Allemagne 35.394.000 — —

D'après les tables de mortalité, de chaque pays, ces naissances laisserent :

A la France 11.000.000 d'individus atteignant 18 ans.

A l'Allemagne 25.726.000 individus atteignant 18 ans.

La guerre passe, tue, mutile.

Mais Russie, Angleterre, Italie, Allemagne réparent vite les pertes de la guerre. La France pas. Au contraire chaque année lui amènera un gros déficit nouveau de population.

Glorieuse, la France le sera ; elle l'est. Mais elle sera dépeuplée de Français.

ment, mais obstinément, fut comme un précurseur.  
Il a dit :

« Nous nous sommes jetés, pour ainsi dire, au milieu des peuples belligérants comme un père au milieu de ses fils en lutte. Nous avons conjuré de renoncer au dessein de la destruction mutuelle, à exposer une bonne fois avec clarté d'une manière directe ou indirecte les désirs de chacun des partis et à tenir compte dans la mesure du juste et du possible des aspirations des peuples, acceptant au besoin en faveur de l'équité et du bien commun des nations les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers.

« Telle était et telle reste l'*unique voie* pour résoudre le monstrueux conflit suivant les règles de la justice et arriver à une paix qui ne soit pas profitable à une seule des parties, *mais à toutes et qui soit par la suite juste et durable.*

« Il ne nous est pas possible, par conséquent, de nous abstenir d'élever encore une fois la voix contre cette guerre qui nous apparaît *comme un suicide de l'Europe civilisée.* » (Lettre de Benoît XV au cardinal vicaire Pompili, mars 1915.)

« Aujourd'hui, à ce triste anniversaire du jour où a éclaté ce terrible conflit, s'échappe plus ardent de notre cœur le vœu que la guerre se termine bientôt... Nous conjurons les nations belligérantes de mettre fin désormais à l'horrible carnage qui déshonore l'Europe. C'est un *sang de frères* qu'on répand sur la terre et sur les mers.

« Vous qui portez devant Dieu et devant les hommes la terrible responsabilité de la paix et de la guerre, écoutez notre prière. Les richesses abondantes que le Dieu créateur a données à vos terres vous permettent de continuer la lutte ; « mais à quel prix », répondent les milliers de jeunes vies qui s'éteignent chaque jour sur les champs de bataille ; « mais à quel prix », répondent les ruines de tant de villes, les larmes amères versées dans les foyers ! Ne répètent-elles pas que le prix de la prolongation de la lutte est grand, trop grand !

« Et l'on ne peut pas dire que l'immense conflit ne peut

se terminer sans la violence des armes. Qu'on abandonne cette folie de destruction et qu'on réfléchisse que les nations ne périssent pas.

« *Qu'il soit béni celui qui le premier élèvera une branche d'olivier et tendra la main à l'ennemi en lui offrant des conditions raisonnables de paix !* »

« Souhaitons la réconciliation des Etats. Que les peuples redevenus frères reviennent aux pacifiques travaux. » (Appel de Benoît XV aux chefs des pays belligérants, 30 juillet 1915.)

« Pour préparer la paix, telle qu'elle est ardemment désirée par l'humanité tout entière, il faut que, dans un échange d'idées direct ou indirect, les aspirations de chacun soient enfin *exposées clairement*, avec une volonté sincère et une conscience sereine, et dûment examinées, en éliminant les prétentions injustes et les impossibilités, et en tenant compte, au besoin, du moyen de compensations et d'accords équitables, de ce qui est juste et possible.

« Naturellement il est absolument nécessaire que d'un côté comme de l'autre des belligérants on cède sur quelque point et qu'on renonce à quelques-uns des avantages espérés. Chacun devrait consentir des concessions pour ne pas assumer l'énorme responsabilité de la continuation de cette boucherie sans exemple, telle que si elle se prolongeait encore elle pourrait bien marquer pour l'Europe le signal de sa déchéance. » (Discours de Benoît XV au Consistoire, 6 décembre 1915.)

Nous ne nous laisserons pas arrêter par les cris de haine de chrétiens qui en arrivent à imprimer qu'ils veulent rendre « torture pour torture ». Nous ne nous laisserons pas arrêter par les misérables qui nous dénoncent comme les agents de l'ennemi et qui écrivent que nous voulons empêcher la France de profiter de sa victoire et de donner à l'ennemi le dédommagement financier et territorial qu'il nous doit et que toutes les semaines, depuis deux ans, on nous annonce comme étant sur le point d'être

obligé de consentir.

Nous ne nous laisserons pas davantage émouvoir par les misérables qui vont criant que nous sommes partisans de « la paix à tout prix ». Même pendant la paix nous n'en étions pas partisans, car c'est une sottise.

Mais sottise aussi, sottise mortelle que le mot d'ordre : « jusqu'au bout » que vont répétant les chauvins avec qui les majoritaires font ainsi chorus. Ces deux mots n'ont pas de sens. Ils ne peuvent que servir les désirs et la propagande annexionnistes.

Et quand M. Briand, tout en repoussant la guerre de conquêtes, ne repoussait que les *conquêtes excessives*, par cette formule encore vide de sens, c'est le jeu des annexionnistes qu'il faisait.

Cependant M. Briand lui-même s'est mis à l'unisson des ministres anglais Asquith et Grey. Il a parlé d'une paix dans laquelle toutes les nations et l'Allemagne elle-même pourraient « se développer suivant leur génie propre », et il a préconisé l'institution d'un organisme international d'arbitrage pour le règlement des conflits entre nations. Enfin, M. de Bethmann-Hollweg, lui-même, a accueilli cette grande idée adoptée de tout temps par le socialisme.

Alors qu'attend-on pour causer ?

Nous n'avons pas dit que la France devait prendre l'initiative des négociations, mais nous disons qu'il est insensé de déclarer par avance, comme le font ou le font faire leurs dirigeants, que serait écartée toute proposition de médiation.

Cela, nous ne le voulons pas.

M. de Bethmann-Hollweg avait parlé avec

orgueil de la carte de guerre. Mais artificieusement, il n'attirait les regards que sur celle de l'Europe. En fait et au fond, l'Allemagne impérialiste et capitaliste a perdu les mers pour la maîtrise de laquelle se battait la fameuse *Ligue navale* pan-germaniste ; elle a aussi perdu toutes ses colonies, pour lesquelles elle avait tant sacrifié et dont elle attendait tant ; elle est encerclée, quoi qu'elle prétende et considérablement gênée dans ses besoins élémentaires ; enfin le rêve d'hégémonie qu'elle a pu faire est à jamais brisé, car si elle a remporté des victoires partielles, elle n'a pas remporté la victoire décisive qu'elle ne retrouvera pas.

L'Austro-Allemagne a des gages. Oui, mais l'Entente aussi en a.

Alors, nous le répétons, refusera-t-on encore de causer quand un médiateur l'offrira ?

Les conditions de paix pour la France ?

**Intégrité territoriale, politique et économique, sans réserve, de la France, de la Belgique, de la Serbie.**

Là-dessus, pas un citoyen français, pas un seul qui puisse songer et qui songe à la plus légère transaction !

**Puis, instauration immédiate d'un tribunal d'arbitrage avec pleins pouvoirs pour régler les questions d'indemnités de guerre, les problèmes économiques divers, etc., et la question de l'Alsace-Lorraine.**

Nous sommes sûrs, notamment sur ce dernier point, du droit de la France, ou plus exactement encore du droit de l'Alsace-Lorraine (1) à reprendre la nationalité française ; son droit est si

évident que le tribunal des nations ne pourra refuser aux Alsaciens-Lorrains de se prononcer pour la France et consacrer leur volonté.

Voilà qui serait la paix française, la paix du droit.

---

### CONCLUSIONS

Ce document, destiné, nous le répétons, aux organisations du Parti, est l'expression aussi de la pensée des courageux camarades qui nous soutiennent de leur présence, de leur concours, de leurs conseils.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir épuisé en ces quelques pages un aussi grave débat.

Nous n'avons pu qu'indiquer les directions de la politique que nous voudrions voir adopter par le

---

(1) Le 1<sup>er</sup> mars 1871, quand l'Assemblée nationale eut ratifié les préliminaires de paix, Grosjean déposa la démission de ses collègues des départements annexés, et lut, en leur nom, la protestation suivante :

« Au moment de quitter cette enceinte, où notre dignité ne nous permet plus de siéger, et malgré l'amertume de notre douleur la pensée suprême que nous trouvons au fond de nos cœurs est une pensée de reconnaissance pour ceux qui, pendant six mois, n'ont pas cessé de nous défendre, et d'inaltérable attachement à la patrie dont nous sommes violemment arrachés.

« Nous vous suivrons de nos vœux et nous attendrons avec une confiance entière dans l'avenir que la France régénérée reprenne le cours de sa grande destinée.

« Livrés, en mépris de toute justice et par un odieux abus de force, à la domination de l'étranger, nous déclarons, encore une fois, nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. Vos frères d'Alsace-Lorraine, séparés en ce moment de la famille commune, conserveront à la France, absente de leurs foyers, une affection fidèle, jusqu'au jour où elle saura y reprendre sa place. »

Parti et exposer quelques-unes de nos opinions et de nos critiques.

Comme par le passé, nous donnerons à la France ses moyens de défense. Mais, comme l'a déclaré le groupe parlementaire, lors du dernier vote des crédits, **NOUS NOUS REFUSERIONS A LAIS-SER PROLONGER EN GUERRE DE CON-QUÊTE LA GUERRE DE DEFENSE NATIO-NALE A LAQUELLE NOUS PARTICIPONS.**

Nous croyons, en publiant cette circulaire, avoir fait œuvre utile pour nos amis.

Nous les prions de s'inspirer de ce qui précède pour agir dans leurs sections et fédérations.

Nous leur recommandons d'exiger partout, en conformité des statuts du Parti, leur part de représentation, leur part de mandats pour les Congrès fédéraux et pour le prochain Congrès du Parti, qui, quel que soit l'ordre du jour, ne pourra pas ne pas aborder au fond les problèmes de la conduite de la guerre, de la participation ministérielle, de la reprise des rapports internationaux, de la Paix.

Nous demandons cet effort à nos amis dans l'intérêt exclusif et supérieur du Socialisme, de la République, de la France.

---

BARABANT, député de la Côte-d'Or ; BERNARD, député du Gard ; BETOULLE, député de la Haute-Vienne ; A. BLANC, député du Vaucluse ; JEAN BON, député de la Seine ; BOUISSON, député des Bouches-du-Rhône ; BRAS, député de Saône-et-Loire ; BRIZON, député de l'Allier ; BUISSSET, député de l'Isère ; CADENAT, député des Bouches-du-Rhône ; DEGUISE, député de l'Aisne ; GIRAY, député de l'Isère ; GOUDE, député du Finistère ; JOBERT, député de l'Yonne ; LISSAC, député du Jura ; JEAN LONGUET, député de la Seine ; MANUS, député du Rhône ; MAYÉRAS, député de la Seine ; MISTRAL, député de l'Isère. FERDINAND MORIN, député de l'Indre-et-Loire ; J. PARVY, député de la Haute-Vienne ; PHILBOIS, député de l'Aube ; PONCET, député de la Seine ; PRESSEMANE, député de la Haute-Vienne ; RAFFIN-DUGENS, député de l'Isère ; SABIN, député du Tarn ; SIXTE-QUENIN, député des Bouches-du-Rhône ; VALETTE, député du Gard ; VALIÈRE, député de la Haute-Vienne ; VOILLOT, député du Rhône ; WALTER, député de la Seine.

*La minorité de la C. A. P. :*

M. BEUCHARD, DELÉPINE, GIVORT, GRANVALLET, MOURET.

*Le Comité de propagande*  
désigné par les fédérations minoritaires :  
MAURICE MAURIN, MARIA E ROZE.

